

# Ports Rade de Toulon



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE VAR**  
236, boulevard du Maréchal Leclerc  
83000 TOULON

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURE ET LIVRAISON D'EQUIPEMENTS DE  
PROTECTION INDIVIDUELLE, VETEMENTS DE TRAVAIL ET ACCESSOIRES,  
UNIFORMES DE SERVICE DES AGENTS DE SURETE PORTUAIRE PORTS DE  
COMMERCE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)**

Marché en en application des articles L2124-1 à L2121-2, R2124-1, R.2162-2 et R.2162-3 du code de la  
commande publique

*Le présent CCAP comprend 16 feuillets numérotés de 1 à 16.*

## SOMMAIRE

Article 1 – Objet du marché – dispositions générales .....	3
Article 2 – Pièces constitutives du marché .....	4
Article 3 – Responsabilité et assurance.....	4
Article 4 – Protection de la Main d’œuvre et conditions de travail .....	4
Article 5 : Prix.....	5
Article 6 : Variation des prix.....	7
Article 7 – Modalités de règlement .....	7
Article 8 – Avance .....	8
Article 9 – Nature de la prestation .....	9
Article 10 – Modalités de passation des bons de commande et des marchés subséquents .....	9
Article 11 – Modalités d’exécution.....	10
Article 12 – Délais d’exécution ou de livraison – prolongation des délais .....	10
Article 13 – Pénalités .....	11
Article 14 – Clause Pénale.....	11
Article 15 – Mesures de sécurité et de sûreté .....	11
Article 16 – Protection de l’environnement .....	11
Article 17 – opérations de vérification et décisions - Garantie .....	12
Article 18 – Résiliation.....	13
Article 19 – Exécution aux frais risques .....	13
Article 20 – Litiges .....	14
Article 21 – Dispositions diverses .....	14
Article 22 – Dérogation au CCAG FCS .....	14

### Article 1 – Objet du marché – dispositions générales

#### 1.1 Objet de l'accord cadre

La consultation porte sur la fourniture et livraison d'équipements de protection individuelle, de vêtements de travail et accessoires et uniformes de service des agents de sûreté portuaire, pour les différents ports de Commerce de la CCI du Var.

La description précise des prestations, leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à tous les lots.

#### 1.2 Forme de l'accord cadre

Le présent accord-cadre mono-attributaire s'exécute pour partie :

- par bons de commande en application des articles R.2162-2-2, R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique
- par marchés subséquents passé en application des articles R.2162-2-1 et R.2162-7 à R.2162-9 du code de la commande publique.

Les marchés subséquents passés sur le fondement de l'accord-cadre seront à bons de commande, en application des articles R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

#### 1.3 Décomposition

Le marché est fractionné en 2 lots correspondant à l'énumération suivante :

Lot n°1 : EPI (Equipements de Protection Individuelle) port de commerce

Lot n°2 : Vêtements de travail et accessoires, uniformes de service des agents de sûreté portuaire port de commerce

#### 1.4 Bons de commande

Le marché donnera lieu à l'émission de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2161-14.

Le marché s'exécute conformément à l'article R.2162- 4 2° dans la limite des seuils suivants :

- ✓ Lot n°1 sans seuil minimum - Seuil maximum de 100 000 € HT sur la durée totale
- ✓ Lot n°2 sans seuil minimum - Seuil maximum de 200 000 € HT sur la durée totale

#### 1.5 Durée de l'accord cadre

L'accord-cadre sera conclu à compter de la réception par le titulaire de sa notification pour une première période d'1 (un) an. Passé cette date, le marché se renouvellera par reconduction tacite dans la limite de trois fois, pour trois périodes supplémentaires d'un an.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur pourra signifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard 4 mois avant l'échéance annuelle.

Le marché pourra également être résilié dans les conditions fixées au présent CCAP.

#### 1.6 Procédure

La présente consultation est passée en application des articles R.2124-2 et R.2161-2 à R 2161-5 du code de la commande publique (appel d'offres ouvert).

## Article 2 – Pièces constitutives du marché

---

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'Acte d'Engagement de chaque lot et ses annexes dont le BPU,
2. le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun aux 2 lots, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi et annexes,
3. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de prestations courantes et services approuvé par arrêté du 20 mars 2021,
4. Les bons de commandes,
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
6. L'offre technique produit par le titulaire du marché à l'appui de son offre du lot concerné.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du Var et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## Article 3 – Responsabilité et assurance

---

Conformément aux stipulations de l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

Aucun plafond de garantie n'est imposé et aucune limite de responsabilité n'est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché. Il appartient au titulaire de produire selon les modalités précisées ci-après une attestation d'assurance adéquate, au regard du secteur d'activité considéré et des risques auxquels il s'expose du fait de l'exécution des prestations.

## Article 4 – Protection de la Main d'œuvre et conditions de travail

---

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois, règlements et convention collective, relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail, et ce, conformément à l'article 6 du CCAG FCS.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 41.1 a) du CCAG FCS.

### Article 5 : Prix

#### 5.1 Forme et type des prix

Les prestations définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant à l'acte d'engagement et aux BPU (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

#### Partie à bons de commande :

Les fournitures ou prestations définies au CCTP seront réglées par application des montants figurant au Bordereau des Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement).

#### Partie à marchés subséquents :

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix remis dans le Bordereau de Prix Unitaires (annexe n°1 à l'acte d'engagement) forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent accord-cadre.

Les fournitures ou prestations seront réglées par application des prix figurant dans l'offre remise par le titulaire au titre du marché subséquent.

L'attention du pouvoir adjudicateur se portera sur les variations de prix entre l'offre de l'accord-cadre et les offres de chaque marché subséquent.

Le titulaire présente, pour les marchés subséquents, des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses que les offres présentées lors de la passation de l'accord-cadre. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel.

Pour les prestations ne figurant pas au référentiel de prix, le titulaire s'engage à ce que les prix proposés aux services de la CCI du Var n'excédant pas ceux pratiqués habituellement pour l'ensemble de sa clientèle. La CCI du Var pourra demander au titulaire de justifier ce point.

#### 5.2 Contenu des prix

Conformément aux articles 10.1.3 et 10.1.4 les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres (Hors TVA), frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution du présent marché, notamment l'ensemble des frais de déplacement, de restauration ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires. Ainsi ils sont réputés comprendre toutes les prestations prévues au marché ainsi que les frais afférents à l'article 18.2 du CCAG FCS.

Les prestations non explicitement décrites dans les pièces contractuelles, mais néanmoins nécessaires à la bonne exécution et au respect des règles de l'art sont réputées prévues dans l'offre et ne feront l'objet d'aucune plus-value.

### 5.3 Prix promotionnels

Il est entendu que la CCI du Var bénéficie de plein droit de toute opération de promotion, de rabais, prix spéciaux, prix de lancement, etc. qui serait proposée par le titulaire à sa clientèle et qui offrirait des conditions plus avantageuses que celles du marché. Le titulaire s'engage, à ce titre, à en informer en temps utiles les collectivités pour qu'elles puissent en profiter, en précisant les articles/prestations concernés et la durée de validité de la promotion. L'entrée en vigueur de ces prix promotionnels, à la condition qu'ils soient inférieurs aux prix initiaux (éventuellement révisés), ne nécessite pas la passation d'un avenant. Dans ce cas, la demande de paiement mentionnera « promotion » pour justifier des modifications de prix unitaires.

### 5.4 Rupture de stock

Dans l'hypothèse d'une rupture de stock, le titulaire pourra proposer un produit équivalent ou de qualité supérieure, pour le même prix. La CCI du Var se réserve le droit d'accepter ou de refuser le produit.

Dans tous les cas, la CCI du Var se réserve la possibilité de commander les produits manquant momentanément auprès du fournisseur de son choix et éventuellement auprès d'un fournisseur d'un autre lot.

### 5.5 Arrêt de produits

En cas d'arrêt définitif d'un produit sur lequel candidat a répondu, celui-ci devra en informer la CCI du Var dans les plus brefs délais, il devra proposer alors un ou plusieurs produits de substitution de qualité équivalente ou supérieure, accompagné de sa fiche technique, au même prix que celui proposé initialement. La CCI du Var se réserve la possibilité d'accepter ou non la substitution. En cas d'acceptation, la substitution sera confirmée et fera l'objet d'un avenant.

Il est précisé toutefois, que le titulaire s'engage sur une pérennité des produits proposés dans son offre.

### 5.6 Catalogue

Le fournisseur est tenu de joindre à l'acte d'engagement son catalogue illustré et son catalogue tarif en vigueur lors du dépôt des offres. Le fournisseur mentionnera sur l'acte d'engagement la remise générale consentie sur le catalogue. Cette remise sera fixe pour la durée de l'exécution du marché.

## Article 6 : Variation des prix

---

Le présent marché est traité à prix ferme et définitif durant la première année d'exécution du marché et révisable selon la formule précisée à l'article 6.3 du présent.

### 6.1 Mois d'établissement des prix initiaux du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de janvier 2022 ; ce mois est appelé « mois zéro ».

### 6.2 Modalités de révision des prix

#### **Pour le lot n°1**

$$P = P_0 \times [I_n/I_0]$$

P = prix révisé

P0 = prix initial du marché

Indice = valeur de l'indice publiée par l'INSEE du mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule

Indice 0 =valeur de l'indice publiée par l'INSEE du « mois zéro »

Dans laquelle :

- Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 14.12 - Vêtements de travail - Prix de base - Base 2015 - Données mensuelles brutes – **identifiant 010534091**

Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 15.20 – Chaussures - Prix de base – Base 2015 – Données mensuelles brutes – **Identifiant 010535422**

#### **Pour le lot n°2**

$$P = P_0 * [0.2+ (0.8 \times \text{Indice}/\text{Indice } 0)]$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P0 = prix initial du marché

Indice = valeur de l'indice publiée par l'INSEE du mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule

Indice 0 = valeur de l'indice publiée par l'INSEE du « mois zéro »

L'indice utilisé : 010534829 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 13 et 14 - Produits de l'industrie textile, Articles d'habillement - Prix de marché - Base 2015 - Données mensuelles brutes.

## Article 7 – Modalités de règlement

---

### 7.1 Règlement

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglés sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

## 7.2 Délai de règlement – intérêts moratoires

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture par le pouvoir adjudicateur.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

## 7.3 Présentation de demandes de paiement

Le délai global de paiement, fixé à l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique, s'entend à dater de la réception de la facture par l'Acheteur attesté par le portail Internet Chorus pro.

Le titulaire transmettra régulièrement ses factures en fonction des fournitures livrées.

La remise des factures devra obligatoirement et exclusivement être réalisée par transmission électronique au moyen du portail Internet : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>, conformément à la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et du Code de la Commande Publique.

Les modalités de transmission des demandes de paiements dématérialisées sont indiquées sur le site.

Pour information, le code SIRET de CCI du Var est le : 188 300 016 00014. « Les factures comportent obligatoirement le numéro de marché »

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La désignation des parties contractantes (nom et adresse),
- La référence au présent marché,
- Le numéro du bon de commande,
- La date et le numéro de la facture,
- La dénomination des prestations facturées,
- Le montant total HT de la prestation totale et de la prestation facturée
- Le taux de TVA et le montant de la TVA,
- Le montant total TTC.

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

## Article 8 – Avance

---

Conformément à l'article 11.1 option B du CCAG FCS, il pourra être versé une avance du montant du marché dans les conditions définies à l'article R .2191- 7 code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19.



## CHAPITRE III : EXÉCUTION DE LA PRESTATION

### Article 9 – Nature de la prestation

Lot n°1 : EPI (Equipements de Protection Individuelle) port de commerce ;

Lot n°2 : Vêtements de travail et accessoires, uniformes de service des agents de sûreté portuaire port de commerce.

### Article 10 – Modalités de passation des bons de commande et des marchés subséquents

Le titulaire doit proposer un outil de passation des commandes en ligne, permettant aux utilisateurs habilités de la CCI du Var, de passer des commandes de façon simple et rapide.

La plateforme de commande en ligne devra être opérationnelle sous 15 jours après la notification du présent accord-cadre.

#### 10.1 Passation des bons de commandes

Tout bon de commande émis par la Direction des Ports comportera les mentions suivantes :

- La référence du marché ainsi que son numéro,
- Pour chaque fourniture commandée :
  - Son identification précise,
  - La(s) taille(s) déclinée(s) par article
  - La référence de chaque vêtements ou article à livrer
  - Les quantités,
  - Le prix HT
- Le lieu de livraison (adresse et contact).
- Le nom et les coordonnées du représentant de la CCIV devant être contacté pour assister aux opérations de livraison.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courriel. La durée de validité du bon de commande court jusqu'à la réalisation complète des prestations commandées. Le titulaire n'a pas le droit d'exiger un minimum de commande.

#### 10.2 Modalités d'attribution des marchés subséquents

Tout besoin non prévu au Bordereau des Prix Unitaires (BPU), en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre mono-attributaire seront attribués après consultation du titulaire, sans mise en concurrence complémentaire.

La consultation interviendra lors de la survenance du besoin. Il sera adressé au titulaire, une demande écrite détaillant les fournitures attendues et les délais de livraison. Elle se fera par courriel ou par remise en mains propres. Le titulaire aura l'obligation de répondre à chacune de ces consultations dans les délais imposés.

Il s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre.

Il devra présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation de l'accord-cadre. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix

correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel de prix (bordereau de prix unitaires).

Les marchés subséquents seront matérialisés sous forme de bons de commande, datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La nature, quantités et lieux de livraison seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

## Article 11 – Modalités d'exécution

---

Les fournitures devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de livraison).

**S'agissant du lot n°2 :** les commandes de tenues **seront livrées en colis personnalisés** (paquetage individuel au nom de l'agent), conformément aux fiches individuelles fournies avec le bon de commande. Des modalités spécifiques de livraison pourront être fixées dans un bon de commande (ou une demande de livraison) particulier.

Il importe que le titulaire s'entoure de toutes les garanties pour respecter les dates de livraisons, surtout dans les cas où il souhaite faire appel à un transporteur.

La direction des Ports de la CCI du Var passera pour chaque lot deux bons de commande par an correspondant à la dotation saisonnière annuelle conformément article 4 du CCTP.

En parallèle, une ou plusieurs commandes de réassort / réapprovisionnement pourront être passée en cours d'année notamment pour de nouveaux embauchés ou changement de taille.

**Emballage et transport,** les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, de transport et de déchargement sur le lieu de livraison sont effectuées par le titulaire sous sa responsabilité sans autres frais supplémentaires. Conformément aux articles 19.2 et 19.3 du CCAG FCS, les risques afférents à ces opérations lui incombent.

Pour chaque lot, en ce qui concerne le conditionnement, le titulaire devra respecter les spécifications du CCTP.

## Article 12 – Délais d'exécution ou de livraison – prolongation des délais

---

Le délai de livraison court à compter de la réception du bon de commande par le titulaire par mail ou via site Internet de commande.

### 12.1 Délais de livraison

Les délais de livraison des vêtements de travail, d'EPI et de matériel de sécurité dit « sur étagère » c'est-à-dire disponible chez le fournisseur à forte rotation des stocks : 2 semaines calendaires maximum.

Toutefois, si une demande de marquage est effectuée alors un délai de 2 semaines supplémentaires maximum est accepté pour un total de 4 semaines maximum.

Pour les profils dits « atypiques », ne se reconnaissant pas dans les tailles standards et pour lesquels du sur-mesure peut être la seule solution, il sera accepté un délai de 6 semaines calendaires, marquage compris, ainsi que les gammes en fabrication.

Si la livraison n'intervient pas dans les délais, la CCI du var se réserve le droit d'annuler sans frais sans que le titulaire ne puisse s'y opposer. Cette disposition ne fait pas obstacle à l'application de pénalités.

## 12.2 Prolongation des délais de livraison

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG-FCS sont applicables.

## Article 13 – Pénalités

---

Les pénalités stipulées au présent marché s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Le prestataire est tenu impérativement au délai de livraison tel que défini à l'article précédent.

Lorsque les délais contractuels de livraison tels que définis aux CCTP sont dépassés par le fait du titulaire, celui-ci encourt une pénalité pour :

- non-respect des délais de livraison, 50 € par jour de retard
- non-respect du cahier des charges (colis personnalisé, .... ) 100 € par manquement constaté
- morcellement de la livraison (pour toute commande envoyée avec moins de 80% des articles souhaités) 50 €.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

## Article 14 – Clause Pénale

---

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, la CCI du Var sera en droit de réclamer au titulaire outre la résiliation du marché prévue à l'article 18-1 du présent C.C.A.P, des dommages-intérêts équivalents à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire et ne fait pas obstacle à toute poursuite judiciaire ou contentieuse.

## Article 15 – Mesures de sécurité et de sûreté

---

Les sites de livraisons sont des sites à accès réglementé. De fait, toutes personnes désirant accéder aux zones devront obtenir une autorisation délivrée au moins 24 h avant. Il devra prendre attache auprès de la personne désignée en contact au marché ou porté au bon de commande.

## Article 16 – Protection de l'environnement

---

En application de l'article R2111-10 du Code de la commande publique et de l'article 7 du CCAG FCS, les conditions d'exécution de l'accord-cadre comportent des éléments à caractère environnemental.

L'utilisation de véhicules et carburants plus respectueux de l'environnement est souhaitable. Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de règles protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, sur simple demande de la CCI du Var.

### Article 17 – opérations de vérification et décisions - Garantie

#### 17.1 Opérations de vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 à 30 CCAG FCS.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le responsable de la commande, au moment même de la livraison du matériel ou des prestations (examen sommaire).

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Acquisition de vêtements de travail, d'éléments de protection et de matériel de sécurité et d'équipement de protection individuel pour les besoins

La livraison devra être impérativement effectuée en présence l'émetteur du bon de commande ou son représentant, lequel vérifiera la conformité des fournitures au regard des dispositions prévues par le CCTP du lot concerné.

La réception est assimilée à l'apposition sur le bon de livraison de la signature du responsable de la commande.

Les réserves, s'il y a lieu, seront également portées sur le bon de livraison.

Le destinataire de la livraison peut refuser celle-ci si les fournitures livrées ne sont pas en tous points conformes à la description qui en est faite sur le bon de commande.

#### 17.2 Décision après vérifications

Des vérifications plus approfondies seront faites après la livraison. L'admission des marchandises ou prestations livrées devient définitive si aucune réclamation n'a été formulée dans un délai de quinze (15) jours suivant leur réception.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30.

#### 17.3 Garantie des produits et matériels

Les délais de garantie prévus au CCAG-FCS s'appliquent.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant la durée de l'accord cadre le même niveau de qualité des produits que ceux décrits dans l'offre initiale. En cas de rupture de stock temporaire ou définitive, le titulaire devra proposer un produit de substitution de qualité équivalente.

La garantie est fixée en fonction du type de produits.

### Article 18 – Résiliation

---

#### 18.1 Résiliation pour faute

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

#### 18.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Par dérogation de l'article 42 au CCAG FCS, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir Adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

### Article 19 – Exécution aux frais risques

---

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire. Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

## CHAPITRES VI : DIFFERENTS – DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 20 – Litiges

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon, 5 rue racine, 83000 Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

### Article 21 – Dispositions diverses

#### 21.1 – Non-validité partielle

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

#### 21.2 – Référence

Si le titulaire veut user de la référence de la C.C.I. du Var, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

#### 21.3- Annexes au marché

Les annexes au marché en font partie intégrante.

#### 21.4- Langue

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

#### 22.5 – Notifications et mise en demeure

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

#### 21.6 - Modification de la réglementation

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

### Article 22 – Dérogation au CCAG FCS

En application de l'article 1.2 du CCAG FCS et à titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G. FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. F.C.S
Pièces contractuelles	Art. 2	Art. 4
Variation des prix	Art. 6.1	Art.10.1
Pénalités	Art. 12	Art. 14 ; 3.5 et 3.6.3
Clause pénale	Art.13	Art. 134
Résiliation	Art. 20.2	Art. 42